

SERVICE PUBLIC

Fonction publique : les agents en grève ont une nouvelle fois scandé le 22 mai leur rejet des contre-réformes programmées par le gouvernement

MERCREDI 23 MAI 2018 VALÉRIE FORGERONT (VALERIE-FORGERONT)

Les agents publics (fonctionnaires et contractuels) étaient en grève ce 22 mai à appel des neuf organisations syndicales représentatives de la fonction publique dont les fonctionnaires FO (l'interfédérale UIAFP-FO). Cette journée nationale d'actions était assortie de près de cent-quarante manifestations sur le territoire. Des défilés ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers d'agents. A Paris, la manifestation à laquelle participait le secrétaire général de la Confédération FO, Pascal Pavageau, s'étirait de République à Nation en passant par Bastille. Bilan de cette nouvelle journée d'actions après celle du 22 mars ? Les personnels ont montré une nouvelle fois leur détermination à défendre la fonction publique, son statut général, ses missions et ses emplois. Ils ont exprimé une nouvelle fois avec force leur rejet des réformes structurelles destructrices que souhaiterait imposer le gouvernement. Retour dans le cortège FO parisien où les manifestants issus de nombreux secteurs des administrations publiques mais aussi des cheminots FO ou encore des retraités n'ont pas hésité à braver l'orage pour dire tout leur attachement aux services publics qu'ils comptent bien défendre bec et ongles.



Secrétaire général du syndicat national FO des médecins hospitaliers (SNMH-FO) Olivier Varnet, neurologue à l'hôpital de Gonesse (Val d'Oise) a la mine un peu brouillée. « Je viens d'enchaîner 24 heures de garde à l'hôpital ». Fatigué, il participe cependant ce 22 mai à la manifestation parisienne. « Il fallait être là » indique-t-il simplement. Il défilera donc à Paris pour cette journée nationale de grève dans la fonction publique assortie de près de 140 manifestations qui ont réuni plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires et de contractuels en colère. C'est la deuxième journée nationale de protestation en deux mois.

Les agents publics demandent une hausse générale des salaires et s'opposent au gel du point d'indice (base de calcul des traitements dans la fonction publique) en 2018. Ils contestent par ailleurs les mesures décidées par le gouvernement depuis le printemps 2017 (tel le retour en 2018 de l'application du jour de carence pour maladie ou encore la compensation imparfaite de la hausse de la CSG) et qui sapent un peu plus encore leur pouvoir d'achat déjà en recul de 16% depuis 2000.

Les fonctionnaires contestent encore le plan de 120 000 suppressions d'emplois mais plus largement ils fustigent les projets de contre-réformes actuellement présentés par le gouvernement lequel cherche l'assentiment des syndicats. Il n'y parvient pas. Tous les syndicats du public soit neuf organisations dont l'UIAFP-FO rejettent (la CFDT et l'Unsa ont rejoint les sept autres syndicats à la mi-avril) fermement ces projets que le gouvernement souhaiterait faire valider à travers une pseudo concertation.

Vers une possible « dimension interprofessionnelle »

Le gouvernement voudrait un développement de la place des emplois contractuels au sein des trois versants de la fonction publique (État, territoriale et hospitalière) alors que le nombre de ces emplois atteint déjà près d'un million. Il projette aussi d'amplifier le principe de la rémunération au mérite. Il prévoit de mettre en place des mesures favorisant les départs volontaires et a conçu par ailleurs un projet de restructuration des instances représentatives du personnel (IRP) qui prévoit notamment une fusion des CHSCT avec les comités techniques (CT).

Autant dire que toutes ces mesures, déjà en vigueur ou encore à l'état de projet ne passent pas auprès des agents. Des mesures qui vont bien au-delà de préoccupations catégorielles.

Pour les agents publics, il s'agissait en effet ce 22 mai de défendre le service public, son existence, ses principes et ses valeurs républicaines mises à mal par les réformes voulues par le gouvernement. Présent dans le cortège parisien, comme d'autres secrétaires généraux de confédérations syndicales, le secrétaire général de la Confédération FO, Pascal Pavageau, a apporté le soutien de l'organisation FO aux agents publics.

Le message du secrétaire général était toutefois plus large et s'adressait au gouvernement lequel depuis un an multiplie les attaques aussi bien contre les salariés du public que ceux du privé. « Maintenant » a ainsi indiqué Pascal Pavageau, il faut que « ça s'arrête ». Et d'avertir : « si le gouvernement n'entend pas (...) ça pourrait prendre une dimension interprofessionnelle ».

« Que le gouvernement s'attaque aux riches ! »

Dans le cortège parisien FO, Elise, 66 ans, est retraitée de l'enseignement supérieur. Elle tente de s'abriter de la pluie orageuse. Elise est une ex prof d'anglais, agrégée. « J'ai participé à la manifestation du 22 mars à Paris mais aussi à celles à l'initiative des retraités » indique la militante FO du SNPREEES-FO. Pourquoi est-elle à nouveau venue manifester ce 22 mai ? Elise ne tarit pas d'explications, d'arguments. « Le gouvernement veut faire passer des réformes que je n'approuve pas et qui vont dans le sens d'une toujours plus grande individualisation des carrières et des salaires » des personnels publics. « Nous fonctionnaires avons l'impression que l'État veut nous détruire ».

Le projet présenté par le gouvernement d'un développement du recrutement de contractuels et cela au détriment de celui de fonctionnaires fait bondir l'ex enseignante d'anglais. « Employer des salariés précaires c'est négatif pour tout le monde. Ces salariés sont mal traités, mal payés... Cela n'apporte rien de bon à l'utilisateur ! Aujourd'hui le gouvernement prétend ne pas vouloir toucher au statut général de la fonction publique mais il semble vouloir supprimer toutes les caractéristiques propres au statut de fonctionnaire en ne gardant que les obligations » faites à ces derniers tel le concours, les mutations ».

Ces réformes seraient prises au nom des économies budgétaires à réaliser ? « Si le gouvernement veut programmer des économies, qu'il s'attaque aux riches, aux gros propriétaires, aux grosses fortunes... Mais pas aux fonctionnaires de base » s'irrite Elise.

« On va pas laisser casser le service public »

Dans le cortège parisien FO se mêlent des agents de l'Éducation, des personnels des services publics et de Santé (fédération SPS-FO), des personnels de l'AP-HP (hôpitaux de Paris), les agents du Crous de Paris brandissent une banderole « en grève », des agents FO de la Défense côtoient des manifestants issus du syndicat national libre des

artistes FO (SNLA-FO)... Dans le cortège encore des policiers FO, des membres de la fédération FO Energie et Mines, des agents des finances, des personnels FO des lycées et collèges (snFO-lc)...

Parmi les multiples groupes de manifestants, des enseignants FO des lycées et collèges du Val-de-Marne tiennent une banderole : « Ni sélection, ni bac Macron, retrait du plan étudiants, abandon du projet de réforme du bac et des lycées ». Les personnels FO des hôpitaux de Paris arborent eux aussi leur banderole : « ne touchez pas à l'APHP, à son statut spécifique et à son unicité, au statut particulier des personnels ». Près de là, le ballon FO de la FEETS-FO (fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et services). Les militants de la fédération animent en musique avec un slogan : « on va pas laisser casser le service public ».

« Une idéologie qui menace les conquêtes sociale »

Sabine et Caroline sont militantes au sein du snFOlc. Elles enseignent l'une en Seine-Saint-Denis, l'autre dans le Val-de-Marne. Elles étaient venues déjà manifester le 22 mars. Sabine se dit « choquée par la réforme du bac », souligne aussi la nécessité d'être « solidaire avec les cheminots dont le statut est menacé par la réforme. Ça pourrait être ensuite à notre tour, en tant que fonctionnaire d'État » s'inquiète-t-elle.

Caroline acquiesce : « il faut défendre le statut général et les statut particuliers ». Recruter davantage de contractuels ? Caroline fulmine. « Il y en a déjà beaucoup dans l'Enseignement. Ces contractuels, l'administration les prend puis les jette et... Ne les paye pas pendant les vacances ! »

Michel, assistant social à Strasbourg et militant FO était en visite à Paris... Il est venu à la manif. « On a affaire aujourd'hui à un ensemble d'attaques de la part du gouvernement ». L'Exécutif explique-t-il « déploie des mesures d'ultra libéralisme » et propose « un autre projet de société, une idéologie qui menace les conquêtes sociales d'après-guerre ». Michel affirme sa solidarité avec les cheminots.

« L'action interprofessionnelle est essentielle »

Les cheminots FO participent justement à la manifestation. Sandra, 42 ans, est agent de circulation à Paris-est, Gladys, 40 ans, est gestionnaire des moyens à Paris-Nord. « Nous aussi nous sommes solidaires de l'ensemble de la fonction publique. Nous sommes là pour la défense des services publics. De tous » s'exclament-elles. « Le principe du service public est en danger, les cheminots sont les cibles privilégiées des gouvernements depuis 40 ans. Maintenant on doit fait face à des mesures macroniennes » ironise Sébastien, 42 ans, militant FO et aiguilleurs à la SNCF.

Hors des attaques visant la SNCF et le statut de cheminots, le sort réservé par les gouvernements, dont l'actuel, à certains services publics alarme le militant. « Les mesures contre les services de Santé sont choquantes. Les récents gouvernements ont réduit les moyens des hôpitaux et celui-ci veut encore les réduire ! »

Sandrine est militante FO au sein de la fédération Energie et Mines. Elle dit son « inquiétude pour le service public » et redoute que « le statut des personnels » de la branche des IEG (industries électriques et gazières) « soit de nouveau attaqué tout comme est attaqué le statut des cheminots ».

Mickael, 41 ans est postier à Ivry près de Paris. Militant FO il est là « pour le service public et par solidarité. Tout le monde est concerné par l'avenir des services publics ». En tant que postier, « je ne peux que faire un parallèle entre les menaces qui pèsent aujourd'hui sur certains services et la situation de la Poste. Il ne faut pas oublier qu'il y a quelques années la Poste était un service d'État... » Depuis 2010 elle est constituée en SA, société anonyme... « La poste compte désormais de plus en plus de personnels contractuels, précaires, et de moins en moins de fonctionnaires.

Nous avons vu aussi à quoi a abouti la privatisation chez Orange », ex-opérateur national de télécommunications. « Désormais, l'État cherche même à privatiser des missions de sécurité, tels les radars, les PV... Il faut que les agents du public et du privé soient solidaires pour contrer les attaques que mène le gouvernement contre les fonctionnaires et les services publics ».

Face à ces attaques résume Mickael, « l'action interprofessionnelle est essentielle ».

Voir en ligne : [Retrouvez toutes les photos de la manifestation parisienne \(https://flic.kr/s/aHsmgf91nL\)](https://flic.kr/s/aHsmgf91nL)